



L'ABSENCE DE CONFIANCE NUIT À L'ÉCONOMIE À MADAGASCAR

À MADAGASCAR, L'ABSENCE DE CONFIANCE EST L'UN DES PROBLÈMES QUI FREINENT LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. L'ÉTAT A DU MAL À RASSURER SES PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS ÉTRANGERS ET PEINE À ENCOURAGER LES ACTEURS ÉCONOMIQUES LOCAUX. LE DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ N'EST PAS TOUJOURS EFFECTIF, LOIN DE LÀ. LA MÉFIANCE ENVERS L'INCONNU ET ENVERS CELUI DONT ON CONNAIT LES DÉFAUTS ET LES FAIBLESSES EST UN FREIN À L'ÉCHANGE, À LA TRANSACTION, AU PARTENARIAT, AU FINANCEMENT, À L'INVESTISSEMENT... IL N'Y A PAS D'ÉCONOMIE SANS CONFIANCE.

HERIZO ANDRIANARIJAONA

A qui doit-on se fier pour agir et prendre des décisions de nature économique ? A la personne du président de la République ou un membre du gouvernement, à une institution, à un système, à un environnement...

Il est clair que l'agent économique ne peut pas être totalement serein et doit toujours composer avec certains risques. Au final, la confiance c'est de pouvoir avancer avec un risque limité, avec l'assurance de pouvoir compter sur l'autre partie qui est l'Etat. Les décisions se prennent, les actions se réalisent quand on n'a plus cette appréhension de commettre une erreur ou de risquer de perdre de l'argent. La vraie question est de savoir si Madagascar en tant qu'Etat et en tant que pays suscite cette confiance nécessaire dans les activités économiques. Il est facile de répondre négativement, en se référant à des repères objectifs comme le classement Doing Business.

Il y a des défaillances structurelles, plus ou moins permanentes. Les acteurs économiques en tiennent compte dans leur stratégie. Cela freine certains, mais il y a ceux qui saisissent l'opportunité malgré le risque.

La confiance se juge sur le moment, dans un contexte précis, avec des faits particuliers, autrement. Elle est le baromètre de la qualité des rapports entre les deux parties. Le problème est qu'il faut apprécier cette confiance à deux niveaux, d'abord au moment de la signature d'un accord, ensuite lors de la mise en œuvre. Les responsables politiques malgaches ont cette fâcheuse réputation de ne pas faire le nécessaire pour tenir leurs engagements, de toujours trouver une bonne excuse. En réalité, les enjeux politiques et sociaux prennent le pas sur l'économie dont les

AMÉLIORER LA CONFIANCE EST UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Les dirigeants parlent souvent du retour de la confiance des bailleurs de fonds. Concrètement, qu'est-ce que cela va apporter ?

Comme son nom l'indique, bailleur de fonds veut dire pourvoyeurs en capacité de financements. Partant du constat qu'à ce jour, nous ne sommes pas encore en mesure de financer l'intégralité de notre budget sans aides extérieures, l'apport de ces bailleurs de fonds sera donc de permettre à l'état d'exécuter le budget qui reflète sa volonté en termes d'actions. Ce budget, adopté par l'Assemblée nationale constitue en quelque sorte le contrat passé entre les dirigeants et la population pour l'année fiscale en cours.

Est-il encore nécessaire de rappeler l'immensité de la tâche pour notre pays pour développer nos infrastructures et faire face aux urgences sociales que l'histoire récente – voire ancienne – de notre pays a amenées ? Concrètement, l'apport des bailleurs de fonds nous permettra d'accélérer la réalisation des travaux dont nous avons un cruel besoin. Dans un premier temps, pour atténuer l'impact social des différentes crises dont nous avons hérité les séquelles, mais aussi, pour nous mettre sur les rails du développement que nous prônons et dont nous avons la responsabilité.

Madagascar, avec son environnement des affaires et son environnement politique, n'arrive pas à attirer les investisseurs. Que proposez-vous ?

Vous savez, attirer les investisseurs est une priorité absolue pour notre pays et je crois qu'il est important de souligner que ce terme "investisseurs" inclut également les nationaux ou ceux qui sont déjà présents

à Madagascar. Il y a une réalité dont nous ne pouvons pas faire fi : le climat d'investissement est entièrement tributaire du climat politique, d'une stabilité politique réelle. Il me semble que depuis le début du mandat du Président de la République, ce ne sont pas les actions pour maintenir un climat d'instabilité politique qui ont manqué. Aujourd'hui, avec la mise en place progressive des institutions de la République et les différents appels du Président pour une prise de conscience collective de la classe politique quant à l'impérieuse nécessité de mettre en place une stabi-

lité politique, beaucoup de chemin ont été parcourus sur ce plan.

Les meilleurs messagers – et les plus crédibles – pour convaincre les investisseurs restent le secteur privé. Au-delà du discours de l'Etat, que répercute le secteur privé comme étant leur réalité ou leur vécu ? Ce sont ces messages qui sont les plus importants pour tout investisseur potentiel. D'où l'importance du processus de dialogue public privé. Vous savez, dans n'importe quel dialogue qui se veut constructif, il y a toujours des droits de part et d'autre, mais certainement aussi, des obligations. Je crois que malgré des remous ou des péripéties dont la presse ne cesse de faire l'écho, personne n'a intérêt à se mettre en dehors de ce processus. Quand nous sortons de décennies où l'Etat se comportait en censeur absolu des choix économiques, où le secteur privé considérait qu'il n'est qu'un alibi de décisions unilatérales, il est clair que l'ensemble des parties prenantes de ce processus ont encore un difficile apprentissage à faire mais je crois que malgré tout, il y a un véritable intérêt pour ce processus qui a fait ses preuves.



ERIC RANDRASANA,
CONSEILLER ÉCONOMIQUE
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

mesures sont souvent perçues comme impopulaires et au détriment de la population ou des entreprises. On ne peut pas dire que les ministres des Finances qui se sont succédés ces dix dernières années ne savent pas que les subventions en faveur de la Jirama et les compagnies pétrolières plombent les finances de l'Etat. Le système de passation de marché fait payer à l'Etat plus que ce dernier ne doit et enrichit quelques opérateurs économiques.

LE FMI, BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE

On parle souvent du retour de la confiance des bailleurs de fonds. Mais qu'en est-il exactement ? "Au vu des récents développements au niveau du pays, le retour de la confiance des bailleurs se manifeste entre autres par la signature ou l'approbation de nouveaux accords de financement à court et à moyen terme...", répond le Représentant-résident du FMI, Patrick Imam. Outre ces facteurs, la poursuite du dialogue permanent entre les autorités et les partenaires traduisent également la confiance qu'il y a entre les deux entités". La volonté politique des dirigeants est donc capitale mais elle doit encore être suivie

d'actes. Tous les gouvernements qui aspirent à développer l'économie passent par des réformes. Madagascar a encore du chemin à faire. La réticence de nos dirigeants à appliquer les recommandations des bailleurs de fonds n'est pas un refus d'une quelconque ingérence ou d'une démonstration de la souveraineté nationale. C'est la difficulté de gérer l'impact immédiat de changements dont les retombées seront appréciables sur le long terme. Il faut donc du courage politique pour bénéficier de la confiance de la communauté internationale. "Outre les appuis financiers, le rétablissement de la confiance entre Madagascar et ses partenaires permet au premier de bénéficier des expertises techniques de ces partenaires", explique Patrick Imam. Il contribue également au développement des échanges commerciaux entre la Grande Ile et d'autres pays partenaires. Par ailleurs, cela peut aussi conforter les éventuels investisseurs ou détenteurs de capitaux publics ou privé dans leurs projets d'investir au pays ou de lui prêter des capitaux". Dans le cadre des programmes qu'il a avec Madagascar, les critères du FMI se rapportent essentiellement sur le maintien de la stabilité macroéconomique et financière, la mise en œuvre des réformes structurelles, telles que les

Le secteur privé a refusé de payer la redevance ACD

Voici un aperçu de ce qu'elle aurait coûté et fait gagner

Port Toamasina
250 000 conteneurs /an
30 millions d'euros de redevance dont 15% de frais de dossier

Le cas Ambatovy :
400 conteneurs de nickel bloqués au port
8 000 tonnes à expédier
40 000 euros de redevance à payer

Recettes potentielles :
65 millions de dollars
60 000 t de nickel par an, 20 tonnes par conteneur
3 000 conteneurs par an
Si paiement ACD : **300 000 euros** de redevance par an



réformes sur la fiscalité, les réformes monétaires et financières qui sont cohérentes avec une forte croissance économique et une réduction durable de la pauvreté.

Le climat de confiance est un aspect très important en économie, car le secteur privé en a besoin pour bien exercer ses activités et les étendre. "L'investissement se fait s'il y a une certaine confiance que la situation est stable sur le moyen terme", explique Patrick Imam. Si le secteur privé a confiance, il investit, si cette confiance dans l'avenir manque, il reste en attente". Il en est de même pour les investisseurs étrangers, détenteurs de capitaux, qui en ont besoin pour venir sereinement investir au pays. Et ceci est d'autant plus important dans la mesure où le pays manque cruellement d'investissements à l'heure actuelle et qu'il est important de faire le nécessaire pour les inciter à venir.

STRUCTURE DES PRIX MAXIMA A LA POMPE DES CARBURANTS JANVIER 2016

		(en Ariary / Litre)				(en % des prix à la pompe)			
		Super Carburant (SC)	Pétrole Lampant (PL)	Gasoil (GO)	Moy	Super Carburant (SC)	Pétrole Lampant (PL)	Gasoil (GO)	Moy
Prix de Référence									
Frontière (PRF)	Ar/L	1348	1392	1401	1202	38%	60%	45%	45%
Transport et stockage	Ar/L	391	381	381	384	11%	16%	12%	12%
Distribution	Ar/L	532	532	532	532	15%	23%	17%	17%
Taxes et Redevances	Ar/L	1279	19	773	852	36%	1%	25%	26%
Prix à la pompe	Ar/L	3550	2320	3090	3150	100%	100%	100%	100%

v 08/02/16

STRUCTURE DES PRIX MAXIMA A LA POMPE DES CARBURANTS FEVRIER 2016

		(en Ariary / Litre)				(en % des prix à la pompe)			
		Super Carburant (SC)	Pétrole Lampant (PL)	Gasoil (GO)	Moy	Super Carburant (SC)	Pétrole Lampant (PL)	Gasoil (GO)	Moy
Prix de Référence									
Frontière (PRF)	Ar/L	1273	1182	1173	1202	37%	56%	42%	41%
Transport et stockage	Ar/L	389	378	379	382	11%	18%	13%	13%
Distribution	Ar/L	533	533	533	533	15%	25%	19%	18%
Taxes et Redevances	Ar/L	1265	17	725	814	37%	1%	26%	28%
Prix à la pompe	Ar/L	3460	2110	2810	2930	100%	100%	100%	100%

v 11/02/16

STRUCTURE DES PRIX MAXIMA A LA POMPE DES CARBURANTS MARS 2016

		(en Ariary / Litre)				(en % des prix à la pompe)			
		Super Carburant (SC)	Pétrole Lampant (PL)	Gasoil (GO)	Moy	Super Carburant (SC)	Pétrole Lampant (PL)	Gasoil (GO)	Moy
Prix de Référence									
Frontière (PRF)	Ar/L	1180	979	950	1016	35%	52%	37%	38%
Transport et stockage	Ar/L	386	375	375	378	12%	20%	15%	14%
Distribution	Ar/L	531	531	531	531	16%	28%	21%	20%
Taxes et Redevances	Ar/L	1244	16	684	785	37%	1%	27%	29%
Prix à la pompe	Ar/L	3440	1900	2540	2710	100%	100%	100%	100%

v 01/03/16

Le contexte est plus que favorable, l'application de la vérité des prix des carburants coïncide avec la baisse qui est l'impact de la chute des prix sur le marché international. Depuis janvier 2016, 3 baisses de prix ont eu lieu, soit 540 ariary cumulée en moyenne. On voit d'après ces trois tableaux que la structure des prix n'est pas figée.

LE FIVAVANANA PEUT ÊTRE ANTI-ÉCONOMIQUE

Comment le manque de confiance malgache est-il nuisible à notre économie ?

La confiance est née de la fiabilité des conduites humaines et j'y inclus aussi la solvabilité, la crédibilité, le respect des termes du contrat et de la parole donnée. La confiance est présente quand les décisions économiques et les transactions sont sécurisées tandis que le manque de fiabilité entrave les décisions économiques. Certes, les incertitudes sont permanentes dans les choix économiques, qui induisent des anticipations, mais quand ces incertitudes constituent un risque trop important, voire ingérable, les échanges, les transactions et les engagements entre agents vont se limiter au minimum nécessaire. Dans ce cas, le développement économique est freiné.

Malheureusement, ce manque de confiance est omniprésent dans notre société et se manifeste sous divers aspects : entre salariés et employeur, fournisseurs et clients, professionnels et consommateurs, institutions étatiques et usagers, institutions financières et emprunteurs... Le manque de confiance limite ainsi les crédits financiers, entrave l'investissement et la consommation, contribue à la hausse du taux d'intérêt, cantonne l'entrepreneuriat à sa dimension de survie. Il freine les partenariats et l'actionnariat, limite les embauches et favorise le chômage, incite aux fuites de capitaux. D'une manière générale, le manque de confiance porte atteinte à l'initiative économique.

Comment Madagascar doit bâtir un environnement de confiance ?

La confiance n'est pas une attitude qu'on impose, mais plutôt le résultat d'expériences vécues des agents économiques. Ainsi, le manque de confiance n'est pas une cause, mais une conséquence de la mauvaise qualité des conventions, ou plutôt du traumatisme consécutif à une perte économique née du non-respect des contrats conclus. La défaillance des institutions qui devraient garantir la sécurité des transactions et des décisions économiques ne fait qu'accroître ce sentiment d'insécurité. Créer un environnement de confiance,

c'est bâtir un système de pensée et d'habitude qui valorise le respect des engagements contractuels. Ce n'est pas seulement une question de morale, mais aussi un raisonnement économique que nous devons avoir et qui sécurise les transactions: le respect du contrat constitue le prix à payer pour s'assurer de la bonne conduite d'autrui et ainsi du gain mutuel (J.M.G. Buchanan).

Le rôle de l'institution étatique reste primordial, je pense particulièrement à l'institution judiciaire qui doit garantir la sécurité des transactions par un système équitable et crédible qui sanctionne ceux qui portent atteinte au bon fonctionnement contractuel, ou ceux qui favorisent la prédation, une pratique extrêmement nocive au développement vertueux de l'économie.

Est-ce que notre identité et notre culture peuvent jouer un rôle dans la restauration de la confiance ?

Notre identité et/ou culture ont un rôle dans la restauration de la confiance dans le sens où elles sont en partie la cause du manque de confiance. Je cite un proverbe pour illustrer mes propos : "aleo very tsikalakalambola toy izay very tsikalakalam-pihavanana" (vaut mieux perdre de l'argent que la bonne entente). Ne pas punir un contrevenant aux obligations du contrat est une vertu. Notre fihavanana est souvent un prétexte à l'impunité, à l'escroquerie, etc. Ce n'est pas le fihavanana qui est mauvais en soi, mais dans certaines circonstances, il est antiéconomique dans le sens où il peut entraver la sanction de ceux qui ne respectent pas le contrat. Ce qui encourage le vol, le manquement aux obligations contractuelles, etc.

Le facteur principal de la bonne entente est d'abord le respect de la parole donnée et non pas un communautarisme de façade derrière lequel se cachent des individualismes égoïstes et sans scrupules entraînant des méfiances réciproques. Dans une approche par l'économie institutionnelle : identité, culture, coutumes, règles sociales sont autant d'institutions qui influent sur l'économie. Si dans notre culture, on sanctionne sans complaisance les fautes, alors elle instaure la confiance, mais dans le cas contraire, elle ne fait que favoriser "l'anarchie économique" et la prédation.



AINA ANDRIANA VALONA RAZAFIARISON,
ECONOMISTE ET HISTORIEN